

# Santé publique et action médico-sociale

## L'Intersectorialité démystifiée

**Comment les secteurs sanitaire et médico-social peuvent-ils agir et travailler ensemble ? Comment croiser des pratiques communautaires autour de la santé ? À Toulouse, durant deux journées, les dernières rencontres de l'institut Renaudot ont planché sur l'intersectorialité.**

POUR SOUFFLER ses dix bougies, l'institut Renaudot avait choisi Toulouse. Acteurs de la santé publique comme spécialistes du secteur médico-social y sont venus des quatre coins de la France et même de l'étranger. Le Dr Marc Schoene, président de l'Institut Renaudot, a ouvert les débats et rappelé que « ces rencontres (avaient) bien pour objectif de faire connaître des propositions aux décideurs. Nos réflexions contribuent à l'évolution sociale et la question se pose en ce moment de savoir quelle sera la place de la santé dans les organisations des agences régionales de santé [ARS] », a-t-il indiqué.

Laurent Chambaud, directeur de la santé publique à l'ARS d'Ile-de-France, a tenté de répondre, en insistant notamment sur « l'importance de construire des contrats locaux de santé dans tous les champs de compétences, comme la promotion et la prévention de la santé, les soins de premiers recours, ou encore le médico-social ». Laurent Chambaud a aussi insisté sur « les nombreuses concertations et partenariats possibles avec les collectivités ».

Des perspectives encouragées en particulier par les acteurs de terrain de la région Midi-Pyrénées. « Travailler ensemble, ça ne se décrète pas. Il faut d'abord apprendre à se connaître. Ne soyons pas trop ambitieux, commençons par des actions concrètes », a indiqué une représentante de la communauté municipale de santé de la Ville rose.

Pourtant, sur le terrain à Toulouse, plusieurs actions d'intersectorialité fonctionnent déjà très correctement.

C'est le cas d'un projet d'accompagnement de familles tziganes sédentarisées qui connaît un vrai succès. Le CCPS (Comité de coordination pour la promotion et en solidarité des communautés en difficulté) intervient auprès de ce public depuis cinq générations déjà. Mais une enquête, réalisée en 2005, avait révélé une prévalence importante de pathologies d'obésité sévères chez les enfants. Un partenariat a donc été mis en place entre le CCPS, le réseau ville-hôpital REPPPOP (réseau de prévention et de prise en charge de l'obésité pédiatrique), basé au CHU, et la CAF. Dans ce cadre, médecins, nutritionnistes, éducateurs de jeunes enfants interviennent au travers d'ateliers de confection d'aliments, de sortie de cueillette de fruits ; ils organisent aussi des repas partagés et essayent d'amener ces populations, souvent très marginalisées, vers le soin.

**Le soin, la prison, le logement...** Autre réussite : la Case de Santé. Une maison de santé pluridisciplinaire qui fonctionne en plein cœur de Toulouse, place Arnaud-

Bernard. Médecins, infirmiers, travailleurs sociaux, psychologues, et animateurs communautaires y ont appris à travailler ensemble. « Nous suivons environ 1 800 personnes, dont un millier sont en situation de précarité. Nous développons notamment des programmes spécifiques à destination des migrants, des sortants de prisons, et nous avons mis en place des actions pour la santé des femmes », explique Charles Hambourg l'un des deux jeunes médecins généralistes qui ont choisi d'y exercer.

Malgré son nom, la Case de Santé ne se limite pas aux demandes de soins. Les questions sociales, les problématiques de logements, tous ces aspects qui rejaillissent forcément sur la santé... y trouvent aussi un écho. « La Case de Santé fonctionne en intersectorialité depuis 2006 », explique Marie Deleris, le deuxième médecin. En effet soignants et travailleurs sociaux se sont vite aperçus à l'époque qu'ils avaient besoin les uns des autres pour accompagner ces publics en grandes difficultés ; ils n'ont d'ailleurs eu aucune difficulté pour s'associer. Leur vrai souci en revanche est financier. « Après quatre ans de fonctionnement, nous avons largement prouvé la pertinence de notre projet, or les financements ne suivent toujours pas. Le GRSP [groupement régional de santé publique] ne nous a rien donné cette année, dans trois mois nous n'aurons plus de budget, nous sollicitons donc l'ARS, sinon nous devons tout arrêter », a prévenu le Dr Hambourg.

> DE NOTRE CORRESPONDANTE BÉATRICE GIRARD